

06/04 | 07:00 | Jean-François Pécresse **PAR JEAN-FRANÇOIS PÉCRESSÉ**  
**Le choix du réalisme**

Amoins de trois semaines du premier tour, la campagne présidentielle commence à ressembler un peu plus à ce que devrait être une campagne présidentielle. Une bataille de projets où des candidats montrent aux Français un horizon à atteindre et un chemin pour y parvenir, où ils exposent une vision de leur avenir - et pas seulement une vision de leur passé -, sans dissimuler, sous de vaines promesses, les efforts imparables qu'exige la dureté des temps. Des chiffres et une lettre : en présentant à la fois une longue missive « au peuple français » et un programme précis de retour à l'excédent budgétaire, Nicolas Sarkozy comble un besoin insatisfait de l'opinion. Dans cette demande adressée au politique, l'individuel se mêle au collectif : l'économie française va-t-elle retrouver la voie de la croissance et de l'exportation, l'école de la République sera-t-elle capable d'assurer un avenir à mes enfants, comment allons-nous nous libérer de la contrainte de la dette, vivrons-nous plus en sécurité, physique et sociale ?

C'est, à tout le moins, le mérite de cette lettre : voilà qu'un candidat parle aux Français de 2017 et non pas de 2012, ou de 2013. Bien sûr, la « France forte » promise pour dans cinq ans ne réenchante pas un improbable rêve français, que celui-ci soit puisé à la nostalgie socialiste ou gaulliste, il propose la meilleure réalité possible dans un monde qui nous bouscule et nous entraînera, au moindre écart, dans la spirale grecque et espagnole. Samedi dernier, « The Economist », grand hebdomadaire anglo-saxon, libéral et impertinent, nous consacrait une « une » titrée « La France du déni ». Il n'est pas certain que, après l'exercice auquel il s'est livré hier, Nicolas Sarkozy mérite toujours d'y figurer.

Car son plan, désormais public, de ré-équilibre des finances publiques en cinq ans comporte trois vertus qui lui sont propres. La première est de privilégier, de loin, la baisse des dépenses à la hausse des impôts. La deuxième est de flécher d'où viendront les économies dans les dépenses budgétaires et fiscales. La troisième qualité est de ne rien sacrifier qui ne soit irréparable à la demande de pouvoir d'achat, comme l'atteste le seul geste consenti hier, l'avancement d'une semaine de la date de versement des pensions de retraite. Après la description par François Hollande du premier mois de sa présidence, les indécis ont maintenant en main tous les éléments pour choisir entre deux réponses sensiblement différentes aux défis du pays.

Tous droits réservés - Les Echos 2012